HAL
open science

Une seule façon d'être communiste ? L'internationalisme dans les parcours biographiques au Conseil d'aide économique mutuelle

Simon Godard

▶ **To cite this version:**

Simon Godard. Une seule façon d'être communiste ? L'internationalisme dans les parcours biographiques au Conseil d'aide économique mutuelle. Critique Internationale, 2015, 66 (1), pp.69-83. 10.3917/crii.066.0069 . halshs-01816614

HAL Id: halshs-01816614

https://shs.hal.science/halshs-01816614v1

Submitted on 16 Oct 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

CAIRN.INFO
CHERCHER, REPÉRER, AVANCER

UNE SEULE FAÇON D'ÊTRE COMMUNISTE ? L'INTERNATIONALISME DANS LES PARCOURS BIOGRAPHIQUES AU CONSEIL D'AIDE ÉCONOMIQUE MUTUELLE

Simon Godard

Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) | « Critique internationale »

2015/1 N° 66 | pages 69 à 83

ISSN 1290-7839
ISBN 9782724633962

Article disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/revue-critique-internationale-2015-1-page-69.htm

Pour citer cet article :

Simon Godard, « Une seule façon d'être communiste ? L'internationalisme dans les parcours biographiques au Conseil d'aide économique mutuelle », *Critique internationale* 2015/1 (N° 66), p. 69-83.
DOI 10.3917/crii.066.0069

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.).
© Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.). Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Ecole Normale Supérieure - Paris - - 129.199.163.10 - 24/10/2016 15h54. © Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.)

Une seule façon d'être communiste ? L'internationalisme dans les parcours biographiques au Conseil d'aide économique mutuelle

par Simon Godard

L'histoire de l'Europe dans la guerre froide met aujourd'hui en avant les circulations de part et d'autre du rideau de fer et insiste sur la porosité de cette frontière géopolitique[1]. S'ils doivent être soulignés, les flux de marchandises, d'hommes et d'idées entre l'Est et l'Ouest invitent également à interroger l'Europe socialiste elle-même comme espace d'interconnexions et d'échanges[2]. L'histoire du communisme au quotidien[3] a ouvert la voie à de telles études sur les mouvements d'hommes et d'idées dans une Europe soviétisée qui paraît strictement compartimentée et dans laquelle ces mobilités sont fortement contrôlées. Or, en faisant porter les recherches sur de nouveaux objets tels que les

1. Sari Autio-Sarasmo, Katalyn Miklossy, *Reassessing Cold War Europe*, Abingdon, Routledge, 2011.
2. Justine Faure, Sandrine Kott (dir.), « Le Bloc de l'Est en question », dossier, *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 109, 2011.
3. S. Kott, *Le communisme au quotidien : les entreprises d'État dans la société est-allemande*, Paris, Belin, 2001.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Ecole Normale Supérieure - Paris - - 129.199.163.10 - 24/10/2016 15h54. © Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.)

entreprises socialistes, la consommation[4] ou encore les loisirs[5], ce renouvellement historiographique a largement délaissé les organisations internationales propres au monde socialiste, considérées comme trop proches des structures de pouvoir telles que l'État, le parti ou les polices politiques, qui ont fait l'objet de la plupart des recherches dans les années 1990[6].

Les études portant sur les organisations internationales occidentales, en particulier au prisme du paradigme transnational, ont montré comment celles-ci constituaient des microcosmes privilégiés de mise en mouvement des hommes et des idées par-delà les frontières, assuraient l'interconnexion de réseaux professionnels et la circulation de nouveaux discours sur l'international[7]. Dans un monde communiste où les mobilités – tant professionnelles que privées – sont contraintes[8], les marchés peu ouverts sur l'international et les carrières très encadrées, les organisations internationales socialistes instituent elles aussi des espaces particuliers de circulations transnationales. Elles se caractérisent également par leur grande diversité. Si le Kominform, qui disparaît dès 1956, n'unissait que les partis à des fins de coordination politique, rôle largement repris par le Pacte de Varsovie, d'autres instances comme les mouvements de femmes, de jeunes ou pour la paix associent directement les citoyens au service de grandes causes lors de rassemblements ponctuels.

L'originalité du Conseil d'aide économique mutuelle (CAEM) est d'être l'organisation internationale communiste qui a existé le plus longtemps (1949-1991), a été instituée au niveau des gouvernements et dotée d'un secrétariat permanent. Le CAEM intervient dans un champ d'une importance majeure pour les régimes socialistes : l'économie, dont il doit assurer la coordination à l'échelle internationale pour donner au bloc sa cohésion et faire émerger à l'intérieur du système-monde socialiste les ressources nécessaires à la poursuite de la compétition internationale l'opposant au monde capitaliste. La Session, organe suprême du Conseil, réunit une seule fois par an les représentants des États membres. Ceux-ci adoptent alors des projets de coopération économique multilatérale rédigés par une série de commissions permanentes sectorielles (chimie, constructions mécaniques, etc.) ou chargées de questions transversales (monnaie, commerce extérieur) et qui leur sont soumis *via* le filtre d'un comité exécutif qui réunit chaque trimestre les

4. Nadège Ragaru, Antonela Capelle-Pogăcean, *Vie quotidienne et pouvoir sous le communisme. Consommer à l'Est*, Paris, Karthala, 2010.

5. Wlodzimierz Borodziej *et al.*, *« Schleichwege ». Inoffizielle Begegnungen sozialistischer Staatsbürger zwischen 1956 und 1989*, Cologne, Böhlau, 2010.

6. Sur l'évolution de l'historiographie du communisme après 1990, voir Larissa Zakharova, « Le quotidien du communisme : pratiques et objets », *Annales. Histoire, Sciences sociales*, 2, 2013, p. 305-314.

7. S. Kott (dir.), « Une autre approche de la globalisation : socio-histoire des organisations internationales (1900-1940) », dossier thématique, *Critique internationale*, 52, 2011 ; Birgit Müller (dir.), « L'anthropologie des organisations internationales », dossier thématique, *Critique internationale*, 54, 2012.

8. La contrainte qui pèse sur les mobilités privées, en particulier pour le tourisme international à l'intérieur du bloc, se relâche progressivement à partir des années 1960. Anne Gorsuch, *All This Is Your World. Soviet Tourism at Home and Abroad after Stalin*, Oxford, Oxford University Press, 2011.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Ecole Normale Supérieure - Paris - - 129.199.163.10 - 24/10/2016 15h54. © Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.)

représentants permanents des États membres et définit les grandes orientations du travail de l'organisation.

L'organe central du Conseil est en fait le secrétariat, qui est structuré en directions générales doublant les commissions permanentes. Doté d'une vingtaine de collaborateurs en 1949, il en compte 72 en 1957, répartis dans l'ensemble des États membres. La centralisation des directions générales à Moscou en 1962 fait monter ses effectifs à 650 personnes, puis à 800, son seuil de stabilisation dans les années 1980. L'apparition d'une telle administration internationale, sise à Moscou mais distincte des organismes soviétiques de direction de l'économie avec lesquels elle est en interaction, fait toute l'originalité du CAEM. Cette organisation internationale réunit en effet dans la durée un réseau international d'experts techniques, qui travaillent en commun sur des projets pensés d'abord à l'échelle du bloc et forment à Moscou une microsociété déployant des sociabilités professionnelles et extraprofessionnelles communes en marge du milieu soviétique environnant. Le secrétariat du CAEM, que nous nous proposons d'étudier ici, s'insère ainsi dans les « interstices des nations »[9] chers aux historiens du transnational et rarement étudiés dans le contexte socialiste. La compréhension des logiques de travail et des processus multilatéraux de régulation de l'économie qui s'y élaborent permet d'interroger concrètement l'internationalisme socialiste. En effet, l'unité économique, culturelle ou politique du bloc de l'Est n'est pas un donné, et les enjeux et finalités de l'internationalisme sont mis en débat au CAEM. L'organisation constitue donc un bon poste d'observation des processus d'unification de l'espace européen du socialisme. En dépit du maintien de forts nationalismes économiques de la part de ses États membres[10], le Conseil est un laboratoire des façons nouvelles de réfléchir sur le rôle de la coopération économique internationale après 1945.

La réflexion menée par les agents du CAEM sur la division internationale *socialiste* du travail à l'échelle du bloc et sur les moyens d'approfondissement de l'intégration des économies membres[11] les conduit alors à penser en internationalistes la formation d'une société socialiste à travers les frontières des États membres. Les organisations internationales jouent un grand rôle dans la promotion de cette valeur cardinale du socialisme et, comme le souligne Serge Wolikow, « l'internationaliste, militant ou dirigeant, est inséparable de la construction politique des organisations communistes »[12]. Les recherches sur les organisations internationales comme acteurs de l'internationalisme socialiste en ont aujourd'hui bien dégagé les logiques et les réseaux dans l'entre-deux-guerres et jusqu'à la fin de la période stalinienne[13] mais

9. Pierre-Yves Saunier, « Circulations, connexions et espaces transnationaux », *Genèses*, 57, 2004, p. 117.
10. Sur l'origine des nationalismes économiques en Europe centrale et orientale, voir Thomas David, *Nationalisme économique et industrialisation : l'expérience des pays d'Europe de l'Est (1789-1939)*, Genève, Droz, 2009.
11. Marie Lavigne, *Le programme du Comecon et l'intégration socialiste*, Paris, Cujas, 1973.
12. Serge Wolikow, « Internationalistes et internationalismes communistes », dans Michel Dreyfus *et al.*, *Le siècle des communismes*, Paris, Le Seuil, 2004, p. 511.
13. Sabine Dullin, *Des hommes d'influences. Les ambassadeurs de Staline en Europe 1930-1939*, Paris, Payot, 2001.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Ecole Normale Supérieure - Paris - - 129.199.163.10 - 24/10/2016 15h54. © Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.)

demeurent très pauvres, selon Wolikow lui-même, pour la période qui commence dans les années 1960[14]. L'étude de l'engagement professionnel et personnel des fonctionnaires du CAEM au service de la mise en œuvre à l'échelle du bloc d'une économie socialiste rationnelle permet de dépasser la vision de l'internationalisme dans le monde socialiste comme simple propension à défendre l'URSS et son modèle. Il s'agit ici de réfléchir à la manière dont des experts dotés d'une compétence technique et travaillant dans un milieu international particulier développent une acculturation spécifique qui les conduit à penser leur activité d'abord à l'échelle du bloc et à dépasser le cadre national comme référentiel cognitif principal. Dès lors, plutôt que de constater simplement que tout le monde n'est pas communiste ou internationaliste dans les démocraties populaires, il paraît plus pertinent de souligner que les acteurs ne le sont pas tous *de la même façon*.

L'étude du réseau des acteurs de l'économie internationale socialiste mis en place par le CAEM permet d'analyser ces différentes façons d'être un intermédiaire entre les espaces nationaux, internationaux et transnationaux du communisme. Pour distinguer ces formes plurielles d'acculturation internationale, nous présenterons une typologie qui s'appuie sur la reconstitution d'une quarantaine de carrières d'Allemands de l'Est ayant travaillé au secrétariat du CAEM[15] entre 1962 et 1989, à tous les échelons de responsabilités : de l'expert de base au secrétaire général adjoint. L'analyse approfondie, sur la durée, des parcours professionnels de ces agents[16] doit permettre de comprendre comment et pour lesquels d'entre eux le passage par le CAEM prend une place véritablement signifiante. De fait, le bloc socialiste ne devient pas un référentiel approprié pour tous les individus évoluant dans l'espace international. Différentes acculturations se dégagent au contraire, qui dépendent des capitaux professionnels, politiques ou culturels de chacun. Ces multiples façons de vivre le rapport à l'organisation internationale parmi les fonctionnaires est-allemands conduisent à souligner d'emblée la possibilité d'autres types de relation au CAEM chez les agents venus d'autres États membres et sur les profils desquels nous ne nous étendrons pas ici, faute d'un accès au même corpus de sources dans d'autres démocraties populaires. Nous reviendrons d'abord

14. S. Wolikow, « Internationalistes et internationalismes communistes », cité, p. 513.

15. Les Allemands de l'Est au secrétariat du CAEM sont 14 en 1961, 29 en 1963, 52 en 1964, 72 en 1970 et environ 80 en 1988. Les chiffres précis pour chaque année ne sont pas connus mais la tendance est nette. Les mandats au CAEM sont de quatre ans renouvelables, ce qui rend l'effectif total impossible à définir sur toute la période, même si l'effectif en question demeure vraisemblablement inférieur à 1 000 personnes, et ce même en supposant une rotation maximale à partir de 1970, qui, dans les faits, n'a pas lieu.

16. La totalité des fiches biographiques d'anciens agents est-allemands du CAEM sur lesquelles s'appuie cet article (ainsi que des notices sur quelques agents soviétiques ou originaires d'autres démocraties populaires) est reproduite dans Simon Godard, « Construire le "bloc" par l'économie. Configuration des territoires et des identités socialistes au CAEM, 1949-1989 », thèse d'histoire de l'Université de Genève (5 décembre 2014). Les dossiers personnels de certains agents sont conservés dans les fonds du Conseil des ministres de la RDA, plusieurs *curriculum vitae* sont aussi fournis par les archives du CAEM lors des nominations de nouveaux collaborateurs, ou conservés par la Stasi. Nous avons par ailleurs mené de 2011 à 2013 six entretiens de deux à trois heures chacun avec sept anciens collaborateurs est-allemands du CAEM : cinq hommes et deux femmes, dont une citoyenne d'origine soviétique mariée à un Allemand de l'Est. Les passages cités ici de ces entretiens sont traduits de l'allemand par nos soins.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Ecole Normale Supérieure - Paris - - 129.199.163.10 - 24/10/2016 15h54. © Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.)

sur la place du Conseil dans le système des relations internationales entre pays socialistes, puis interrogerons les profils d'experts de l'économie internationale dans le monde communiste et leur évolution entre 1949 et 1989, pour finalement proposer sur la base de l'exemple du groupe des fonctionnaires est-allemands du Conseil une typologie des façons d'être internationaliste à l'Est.

Le rôle du CAEM dans la tentative des pays socialistes de « faire bloc ».

L'expérience de coopération multilatérale offerte dans le cadre du CAEM reste marginale dans l'esprit des contemporains et est souvent considérée comme un échec. Certes, l'organisation débat de projets de coopération à l'échelle du bloc et insiste auprès des États membres sur la rationalité économique d'une véritable internationalisation de la modernisation des économies socialistes, mais elle n'émet que des recommandations dont la mise en œuvre dépend de la signature d'accords bilatéraux qui demeurent hors de son contrôle. Cette démarche en deux temps explique le manque de visibilité du CAEM. En outre, la polarisation des échanges par l'URSS constitue aussi une nécessité, et est recherchée par de nombreux États, plutôt que subie[17]. Dans le cas de la RDA en particulier, l'Union Soviétique est un partenaire indispensable dont Berlin attend son approvisionnement en matières premières, en échange de produits manufacturés peu compétitifs sur le marché mondial. L'inégalité des niveaux de développement économique des partenaires et l'importance du marché soviétique peuvent expliquer l'échec d'un développement multilatéral coordonné dans un espace par trop déséquilibré.

Pour autant, le CAEM joue un rôle symbolique important dans le contexte de guerre froide. L'investissement des États membres dans le système coopératif qu'il leur offre évolue par ailleurs fortement au cours des quarante années de son existence et dépend du contexte économique. D'abord conçu comme une réponse immédiate au plan Marshall, le Conseil est investi dès les années 1950 de l'importante mission de réorienter les flux d'échanges vers le commerce intra-bloc afin de donner une véritable cohésion au monde socialiste. Simple artéfact conjoncturel des débuts de la guerre froide, l'organisation en devient un élément structurant sur la longue durée. Pourtant, dès les années 1960, le CAEM cesse d'être perçu par les États membres comme un moteur potentiel de leur développement économique. La modernisation des systèmes socialistes passe alors par des réformes économiques menées aux échelons nationaux[18] qui minent l'attractivité de la coopération multilatérale. Celle-ci décline encore davantage à partir du milieu des années 1970, lorsque les démocraties populaires entrent en crise et cherchent

17. C'est particulièrement le cas jusqu'au milieu des années 1970. M. Lavigne, « The Soviet Union inside Comecon », *Soviet Studies*, XXXV (2), 1983, p. 135-153.
18. Bernard Chavance, *Les réformes économiques à l'Est de 1950 aux années 1990*, Paris, Nathan, 1994.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Ecole Normale Supérieure - Paris - - 129.199.163.10 - 24/10/2016 15h54. © Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.)

à relancer leurs économies respectives en approfondissant chacune de son côté les échanges bilatéraux avec l'Occident et la CEE[19]. Le CAEM conserve toutefois son rôle de vitrine de la cohésion du socialisme dans les contacts qu'il développe avec l'Economic Commission for Europe de l'ONU, notamment à partir de la mise en place du processus d'Helsinki. Dès lors, il devient pour ses États membres non un outil de développement d'un modèle économique socialiste pensé à l'échelle du bloc, mais un instrument de légitimation des emprunts conceptuels au système capitaliste. Lorsqu'elle propose en 1985 la mise en place d'un marché socialiste unifié dans le cadre du CAEM, l'URSS vise ainsi à contrôler la diffusion de la *perestroïka* en l'internationalisant plutôt qu'en encourageant la multiplication des imitations nationales non coordonnées de ses réformes. Quarante ans après sa création, le Conseil, qui n'a pas su permettre aux pays socialistes de trouver au sein du bloc les ressources nécessaires à la modernisation de leurs économies, n'est plus un outil permettant de construire le bloc socialiste mais bien un instrument d'organisation de son ouverture sur les échanges avec l'Occident.

Ce renversement saisissant révèle combien, en dépit des discours portés par les États membres sur son importance, la coopération au CAEM devient rapidement secondaire pour les gouvernements de l'URSS et des démocraties populaires. Symboliquement stratégique dans le contexte de guerre froide, le Conseil n'a que peu d'influence sur les économies de ses membres. Paradoxalement, sa persistance ainsi que les échanges croissants développés avec d'autres organisations occidentales permettent aux collaborateurs du secrétariat de développer une réflexion importante sur l'internationalisme socialiste en économie. Véritable cage dorée, le Conseil offre à des experts de nationalités différentes l'occasion de travailler ensemble dans une même langue, le russe, et dans un jargon administratif propre à l'institution. Ces agents ont en outre en commun un environnement professionnel et privé qui les distingue dans l'espace moscovite qui les accueille, environnement dans lequel ils expérimentent au quotidien les enjeux de l'aménagement d'un espace économique communiste. Ces conditions favorables à l'émergence d'une communauté transnationale sont investies successivement par plusieurs générations de fonctionnaires. Toutes ne voient pas le CAEM comme une opportunité de carrière. De ces engagements différenciés dépend aussi le succès de l'acculturation à une façon particulière de penser l'économie internationale socialiste.

Profession : « expert de l'économie internationale socialiste » ?

L'entrelacement d'une micro-histoire de carrières individuelles et d'une perspective plus globalisante sur l'évolution dans la longue durée des qualifications techniques et politiques des fonctionnaires est-allemands de l'économie permet

19. Angela Romano, « Untying Cold War Knots: The EEC and Eastern Europe in the long 1970s », *Cold War History*, 14 (2), 2014, p. 153-173.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Ecole Normale Supérieure - Paris - - 129.199.163.10 - 24/10/2016 15h54. © Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.)

de distinguer plusieurs profils d'experts internationaux de l'économie socialiste[20]. L'évolution non seulement économique mais aussi politique de la RDA entre 1949 et 1989 appelle en effet une historicisation des façons de pratiquer la coopération internationale dans le domaine de la planification. Trois générations d'experts se succèdent ainsi au CAEM, dont le rapport à l'international comme espace professionnel et comme référentiel symbolique est sensiblement différent.

La première représente la RDA au Conseil jusqu'au début des années 1960. Certes, le nombre total d'experts est alors restreint[21], mais plusieurs caractéristiques communes donnent au groupe des Allemands de l'Est une certaine cohésion : l'âge, le genre et la formation politique et professionnelle. Sur les 14 Allemands de l'Est qui travaillent au CAEM en 1961 il n'y a qu'une seule femme ; tous ont au moins 40 ans et ont donc connu l'installation du nazisme et la seconde guerre mondiale. La question de l'exil et l'expérience du conflit pèsent sur leur capital politique et déterminent leur position dans l'espace international au sortir de la guerre[22]. Il y a parmi eux deux groupes : celui des communistes engagés au Parti communiste allemand (KPD) dès les années 1920, qui ont étudié ou commencé leur carrière professionnelle en URSS dans les années 1930 ou y ont connu l'exil après 1933 ; et celui, moins bien documenté par l'historiographie, des prisonniers de guerre en URSS, qui ont suivi une formation politique dans les écoles spéciales attachées à leurs camps avant de rentrer en RDA. La façon d'être communiste internationaliste de chacun de ces deux groupes dans les années 1950 relève de l'engagement de vie plus que du choix politique rationnel. Leur parcours en URSS à un moment crucial de l'histoire du communisme européen ainsi que leur maîtrise, encore rare à cette époque, de la langue russe constituent un capital reconnu pour entrer au service du CAEM, même si leur qualification professionnelle est souvent celle de simples ouvriers. L'objectif premier de ces agents reste l'établissement de bonnes relations bilatérales entre la RDA et l'URSS. La mise en place d'une organisation multilatérale autonome au sein de laquelle ils pourraient faire carrière importe souvent peu, les opportunités professionnelles en RDA se révélant encore plus favorables compte tenu de leur capital politique singulier[23].

La deuxième génération d'experts intègre le CAEM au début des années 1960, au moment où de nombreuses démocraties populaires engagent de manière

20. Sur l'évolution des rapports entre capital politique et capital technique dans le recrutement des fonctionnaires est-allemands de l'économie, voir Christoph Boyer, « Bürohelden ? Arbeitshabitus und Verwaltungsstil der zentralen Planbürokratie in der formativen Phase der SBZ/DDR », dans Peter Hübner (Hrsg.), *Eliten im Sozialismus. Beiträge zur Sozialgeschichte der DDR*, Cologne, Böhlau, 1999, p. 255-271. L'auteur distingue lui aussi ces trois générations successives d'experts.

21. Quelques dizaines de personnes seulement travaillent au secrétariat dans les années 1950.

22. Jay Rowell, « L'exil comme ressource et comme stigmate dans la constitution des réseaux des architectes-urbanistes de la RDA », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 52, 2005, p. 169-191.

23. P. Hübner, « Menschen-Macht-Maschinen. Technokratie in der DDR », dans P. Hübner (Hrsg.), *Eliten im Sozialismus. Beiträge zur Sozialgeschichte der DDR*, *op. cit.*, p. 325-360.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Ecole Normale Supérieure - Paris - - 129.199.163.10 - 24/10/2016 15h54. © Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.)

concomitante un bref cycle de réformes économiques[24]. Aux ouvriers politisés des débuts succèdent les économistes diplômés. Cette évolution du profil des agents du Conseil est parallèle au renouvellement des cadres dirigeants en RDA. Au début des années 1960, une nouvelle élite formée dans les écoles du Parti et les « universités ouvrières et paysannes » arrive en effet aux postes à responsabilités, tant dans l'appareil d'État que dans les entreprises[25]. L'engagement politique de ces experts est plus instrumental que celui de leurs aînés, l'adhésion au Parti étant devenue un outil – souvent incontournable – dans la réalisation d'un projet de carrière. Cependant, une particularité des cadres responsables de la coopération avec le CAEM au sein de l'ensemble des cadres dirigeants est-allemands reste le détour par l'étranger lors de leur formation professionnelle initiale. À partir des années 1960, tous les experts employés au service du Conseil ont réalisé tout ou partie de leur formation professionnelle dans l'enseignement technique ou supérieur soviétique[26]. Ce privilège des études en URSS, réservé à une élite d'étudiants des démocraties populaires, a pour conséquence que les fonctionnaires du CAEM issus de pays différents mais partageant une même spécialité professionnelle se sont souvent rencontrés à Moscou ou ailleurs en URSS lors de leurs études et y ont intégré un réseau d'interconnaissance transnational qu'ils réactivent au Conseil[27]. Après l'adoption en 1971 par les États membres du CAEM du « programme global d'intégration économique socialiste », les formes de la coopération économique élaborée au Conseil évoluent sensiblement[28]. Si elle n'a que l'apparence d'un tournant conceptuel, l'idée mal définie d'intégration économique ouvre de nouvelles perspectives de travail au CAEM. L'organisation n'est plus conçue comme un simple forum d'échanges, aussi techniques soient-ils, mais doit se doter d'un secrétariat susceptible de proposer des projets précis de coopération économique multilatérale et d'en quantifier les résultats attendus. Le nombre d'experts délégués au CAEM continue d'augmenter progressivement après 1971 et le profil de cette troisième génération se technicise toujours davantage. Avant de prendre leur poste à Moscou, ses membres ont souvent travaillé avec le Conseil depuis la RDA dans les années 1960. Certains, comme Kurt Borch ou Albina Dettmann ont même

24. Le « nouveau système économique » en RDA (1963), les réformes Libermann en URSS (à partir de 1965), le « nouveau modèle économique » à Prague et le « nouveau mécanisme économique » à Budapest (entre 1964 et 1968). B. Chavance, *Les réformes économiques à l'Est de 1950 aux années 1990*, *op. cit.*.

25. Michel Christian, « Aux frontières de la dictature : l'implantation du SED dans les entreprises est-allemandes pendant les années 1960 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 49, 2002, p. 145-175.

26. « Je n'ai pas connaissance de quelqu'un qui ait travaillé au CAEM à l'époque et qui n'ait pas étudié en URSS. » Entretien avec Heidelore K., experte au secrétariat du CAEM de 1982 à 1986, réalisé à Berlin le 23 mai 2013.

27. « Ils avaient tous étudié à Moscou ou en Union Soviétique, ils se connaissaient tous depuis leurs études, les chimistes, les métallurgistes, les géologues, les spécialistes du pétrole qui étaient tous à Bakou, oui ils se connaissaient. Ensuite, après leurs études ils rentraient dans leurs pays, commençaient à y travailler dans des instituts, des ministères, etc. puis se retrouvaient tous de nouveau au CAEM. » Entretien avec Günter H., conseiller au secrétariat du CAEM de 1980 à 1985, réalisé à Leipzig le 16 novembre 2012.

28. Sur le « programme global », voir M. Lavigne, *Le programme du Comecon et l'intégration socialiste*, *op. cit.*, et Jozef M. Van Brabant, *Economic Integration in Eastern Europe: A Handbook*, New York, Routledge, 1989.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Ecole Normale Supérieure - Paris - - 129.199.163.10 - 24/10/2016 15h54. © Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.)

rédigé une thèse de doctorat sur son action dans leur domaine de compétences[29]. Cette préparation en amont de la délégation au CAEM distingue les agents qui y interviennent à partir des années 1970. Ce ne sont plus des spécialistes *au* CAEM mais *du* CAEM, des techniciens qui mettent en avant des compétences pratiques dans le but d'intégrer un milieu international spécifique, susceptible de leur offrir des opportunités croissantes de travailler sur une véritable activité productive commune à l'échelle de l'économie-monde socialiste, ainsi qu'une carrière de fonctionnaire international. Une telle professionnalisation ès CAEM participe de la circulation croissante des idées entre experts de nationalités différentes, à mesure que la dotation en capital politique que l'on exige d'eux décroît.

Typologie des biographies d'internationalistes au CAEM

Centralisant son personnel à Moscou à partir de 1962, le CAEM établit dans la capitale soviétique un microcosme original dans le monde socialiste. Venus des différents États membres, les fonctionnaires internationaux du Conseil tissent dans la durée, au siège de l'organisation, des réseaux professionnels et interpersonnels que le contrôle des mobilités ne leur aurait pas permis d'acquérir aussi aisément depuis leur pays d'origine. Ils travaillent en effet tous dans un immeuble dédié au CAEM, logent dans un ensemble d'habitations réservé, laissent leurs enfants à la crèche du Conseil, passent leurs loisirs dans un centre qui appartient à l'organisation, sont amenés en bus de leur domicile à leur travail sans avoir à utiliser les transports en commun moscovites, etc. Cet environnement international, sur le lieu de travail comme pendant les temps de repos, ainsi que la mixité (est-allemand/soviétique) qui caractérise la quasi-totalité des couples des experts délégués à Moscou les conduisent à véritablement expérimenter le « bloc en miniature » lors de leur passage au CAEM et à faire des espaces du Conseil dans la capitale soviétique de véritables « interstices des nations » socialistes. En outre, l'administration internationale du secrétariat ouvre de nouvelles possibilités de carrière rendues attractives par les avantages (salaire majoré de 25 %, achat dans des magasins réservés) associés à l'expatriation.

Pour ses agents, regroupés au siège par spécialité et non par nationalité, le CAEM constitue un forum de mise en circulation internationale des idées économiques. Leurs sociabilités professionnelles et extra-professionnelles se conjuguent pour susciter une acculturation transnationale originale. Celle-ci s'exprime, entre autres, dans un jargon propre à l'organisation, relayé par ses nombreuses publications

29. Kurt Borch est employé comme expert à la direction générale « bâtiment et travaux publics » du secrétariat du CAEM à Moscou entre 1969 et 1973. Après un retour en RDA, il en prend la direction en 1984 et devient secrétaire adjoint du Conseil de 1986 à 1990. Albina Dettmann est employée à la direction générale pour l'information entre 1986 et 1990. Ces informations proviennent des entretiens menés avec ces deux personnes, ainsi que du dossier personnel de Kurt Borch aux Archives fédérales allemandes, BArch DC 20-7944.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Ecole Normale Supérieure - Paris - - 129.199.163.10 - 24/10/2016 15h54. © Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.)

dans lesquelles le discours sur l'international ne peut être réduit à la simple juxtaposition des intérêts nationaux – bien que ceux-ci demeurent structurants – ou à la recherche d'un plus petit dénominateur commun qui serait le modèle soviétique[30]. Selon les périodes et leurs parcours professionnels antérieurs[31], les fonctionnaires internationaux s'approprient différemment cette nouvelle culture CAEM, donnant ainsi naissance à plusieurs façons d'être internationaliste qui ne sont pas exclusives les unes des autres et peuvent coexister.

Les diplomates, des internationalistes par juxtaposition

Ils forment la cohorte la plus nombreuse des experts en relation avec le CAEM et interviennent en général soit à la base, soit au sommet de la pyramide institutionnelle construite au Conseil.

À la base, il s'agit des techniciens associés pour une rencontre ponctuelle à une délégation est-allemande participant à une réunion d'un organe de travail de l'organisation. Peu au fait des procédures propres à la négociation multilatérale au CAEM, ils sont choisis pour leur compétence en russe ou leur connaissance de la situation économique d'un État partenaire avec lequel Berlin souhaite développer un projet spécifique. Leur expérience de la coopération internationale est donc le plus souvent bilatérale et ils ne cherchent pas à s'investir autrement dans l'internationalisation de leur activité. Paradoxalement, cette catégorie attendue – la plus nombreuse – est construite en creux, la trace de l'intervention de ces spécialistes au Conseil se perdant vite dans les sources.

Au sommet, le cas des représentants permanents de la RDA au Conseil est plus original et permet d'historiciser certains parcours de diplomates. Jusqu'en 1964, les trois premiers ambassadeurs de la RDA présentent ce profil d'internationalistes par juxtaposition. Leur identité internationale se construit autour de la mise en dialogue de deux espaces nationaux qu'ils accolent, sans produire de synthèse supérieure à partir de cette interaction. Formés en URSS ou dans les écoles du parti, leur maîtrise du russe est encore imparfaite mais ils disposent d'une forte légitimité politique. Interfaces stratégiques entre Berlin et le Conseil, ils en observent les difficultés originelles de fonctionnement et gardent une conscience aiguë des opportunités de carrière auxquelles ils peuvent encore prétendre en RDA, ce qui les conduit à ne pas se spécialiser trop profondément dans la coopération économique multilatérale.

30. À partir de 1959, le secrétariat du CAEM publie un trimestriel, le *Bulletin d'information économique*, qui vante les mérites de son action. Il est très rapidement imité par les commissions permanentes qui créent leurs propres publications. À ces parutions périodiques s'ajoutent des monographies préparées par le secrétariat pour les anniversaires du Conseil et destinées à en présenter une histoire positive.

31. Sur l'importance de l'ouverture internationale acquise antérieurement à la délégation dans une institution internationale, voir Liesbet Hooghe, « Several Roads Lead to International Norms, but Few Via International Socialization: A Case Study of the European Commission », *International Organization*, 59, 2005, p. 861-898.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Ecole Normale Supérieure - Paris - - 129.199.163.10 - 24/10/2016 15h54. © Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.)

Georg Henke, Kurt Opitz et Rudolf Steinwand quittent Moscou après un unique mandat de quatre ans au CAEM et utilisent ce séjour comme tremplin pour une carrière classique de diplomate de l'économie[32]. Henke prend en 1962 la tête de la direction des relations économiques internationales de la commission nationale au plan à Berlin (après y avoir occupé depuis son retour en RDA en 1955 des responsabilités dans le domaine du commerce extérieur). Il y remplace Kurt Opitz, son propre successeur auprès du CAEM à Moscou entre 1955 et 1959, appelé en 1962 à prendre en charge la direction des relations internationales du ministère des finances. Rudolf Steinwand, ancien directeur de la co-entreprise germano-soviétique Wismut qui exploite l'uranium est-allemand pour l'industrie nucléaire soviétique, interrompt son mandat avant terme en 1963 et abandonne tout lien avec le Conseil. Leurs successeurs à la tête de la représentation permanente de la RDA au CAEM s'investissent après 1964 dans des carrières au profil différent et accomplissent successivement plusieurs mandats à Moscou, en général après avoir déjà eu un contact avec le Conseil dans leur parcours professionnel antérieur. Ces trois premiers ambassadeurs déploient un internationalisme toujours marqué par les contraintes et discours produits dans leur espace national d'origine. Leur façon d'être internationaliste s'articule autour de la recherche d'une collaboration avec l'URSS ou un autre partenaire unique, et pas réellement dans les « interstices des nations » qu'occupent les spécialistes intégrés dans des réseaux transnationaux. C'est dans les échelons intermédiaires de la coopération que se construisent des profils plus originaux d'internationalistes.

Les passeurs, une acculturation entre deux mondes

Avec le renforcement du CAEM en 1962 et l'adoption des « principes de base de la division internationale socialiste du travail », tous les États membres se dotent d'un bureau spécifique placé directement auprès du Conseil des ministres et chargé de piloter la coopération avec le Conseil. Les collaborateurs de ces bureaux restent ainsi en poste dans leurs capitales – bien qu'ils voyagent régulièrement à Moscou – mais leur rôle de passeurs dans l'espace international est crucial[33]. Ils coordonnent l'action des multiples interlocuteurs du CAEM en RDA et deviennent l'interface entre les demandes de l'organisation internationale ou de leurs homologues étrangers et l'offre d'expertise disponible dans l'espace national. Leur tâche consiste à fluidifier la circulation internationale des hommes et des

32. Les éléments permettant de reconstituer leurs parcours proviennent de leurs dossiers personnels aux Archives fédérales allemandes et des archives de la Stasi :BArch DE 1-28458, DE 1-21879 (Georg Henke) ; BArch DE 1-28459, DE 1-25446 et BStU-MfS Allg. P. 4380/61 (Kurt Opitz) ; BArch DE 1-28460, DC 20-8414 et BStU-Potsdam 1340/66 (Rudolf Steinwand).

33. Pour une analyse d'autres passeurs dans l'espace européen communautaire, voir Jan Beyers, « Multiple Embeddedness and Socialization in Europe: The Case of Council Officials », *International Organization*, 59, 2005, p. 899-936.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Ecole Normale Supérieure - Paris - - 129.199.163.10 - 24/10/2016 15h54. © Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.)

idées et à accompagner la sélection des candidats à un poste au CAEM. Ceux-ci sont d'ailleurs souvent choisis au sein d'un cercle restreint d'interconnaissance en RDA. À partir des années 1960, les réseaux nationaux de ces passeurs constituent des canaux essentiels pour la transmission des fonctions et des savoirs sur les relations économiques internationales. Au fait des logiques de fonctionnement de l'espace CAEM comme des contraintes nationales prégnantes en RDA dans la mise en œuvre de la coopération avec le Conseil, ils s'acculturent progressivement, entre deux mondes, à l'espace des circulations transnationales qu'établit le CAEM, tout en captant et en redistribuant depuis leur position nodale des postes d'experts disponibles à Moscou.

Parmi d'autres, Harry Bretschneider présente un tel profil[34]. Né en 1928, il devient à 24 ans le secrétaire de Kurt Opitz, alors vice-président de la commission nationale au plan. Bretschneider acquiert à ce poste une compétence reconnue dans le domaine des relations internationales et un contact privilégié avec Opitz, qui devient de 1955 à 1959 le représentant permanent de la RDA au CAEM. En 1962, Bretschneider, qui travaille au bureau du président de la commission nationale au plan, Bruno Leuschner, accompagne ce dernier dans ses nouvelles fonctions au Conseil des ministres et y intègre avec une équipe restreinte d'anciens collaborateurs de Leuschner le bureau pour la coopération économique avec l'étranger. Il en prend la direction à la fin de cette même année et la conserve lorsque le bureau est transformé en « groupe de travail CAEM » en 1965. C'est sur sa proposition que son bras droit entre 1962 et 1964, Alfred Oemisch, est nommé représentant permanent de la RDA au Conseil en 1964, poste qu'il occupe jusqu'en 1971. Harry Bretschneider quitte ses fonctions en 1974, alors qu'une structure similaire et concurrente du « groupe de travail CAEM » du Conseil des ministres se met en place au comité central du SED, et abandonne en 1976 toute responsabilité dans l'appareil d'État. Le cœur de sa carrière est ainsi consacré à la gestion des relations entre la RDA et le CAEM.

L'un de ses collègues, Peter Hübler, a un parcours plus original de passeur et une carrière qui circule entre Berlin et Moscou[35]. Né en 1932 et appartenant à la première génération d'étudiants est-allemands diplômés d'écoles soviétiques après 1945, Hübler acquiert en URSS un diplôme d'expert en planification économique avant de rentrer trois mois en RDA où il est engagé en 1956 au service des relations internationales de la commission nationale au plan. Il repart immédiatement à Moscou et y exerce pendant six ans une charge de conseiller à la mission économique de l'ambassade et d'interprète personnel du représentant permanent de la RDA au Conseil, Bruno Leuschner. C'est par l'intermédiaire de celui-ci

34. Les éléments concernant la biographie de Harry Bretschneider proviennent des Archives fédérales allemandes (BArch DE 1-28490) et de celles de la Stasi (BStU-MfS 1096/62).

35. Pour la biographie de Peter Hübler, nous nous appuyons sur les Archives fédérales allemandes (BArch DC 20-2850, BArch DC 20-26964), ainsi que sur un entretien de trois heures mené avec lui le 3 juin 2013 à Berlin.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Ecole Normale Supérieure - Paris - - 129.199.163.10 - 24/10/2016 15h54. © Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.)

qu'il obtient en 1962 un poste de conseiller à la représentation permanente de la RDA, qui l'amène cinq ans plus tard à intégrer le « groupe de travail CAEM » du Conseil des ministres à Berlin où il reste jusqu'en 1980. Délégué à nouveau à la représentation permanente à Moscou, Hübler y passe six ans et achève sa carrière en RDA, entre 1986 et 1990, au « groupe de travail CAEM ». Pendant plus de trente ans, de 1956 à 1990, Hübler acquiert donc des ressources relationnelles uniques et une maîtrise simultanée des logiques de fonctionnement des sphères internationale et nationale.

Leurs biographies sont pourtant encore celles d'internationalistes imparfaits, certes organisateurs efficaces des relations économiques multilatérales et passeurs des savoirs nouveaux sur l'économie internationale socialiste produits au CAEM, mais n'intégrant jamais pleinement l'administration internationale du Conseil. D'autres qu'eux se forment dans ce microcosme puis partent exercer leur activité d'experts des relations économiques internationales socialistes au secrétariat de l'organisation à Moscou, et développent ce faisant un tout autre profil.

Les carrières-CAEM, une réelle acculturation transnationale

Un nouveau groupe de fonctionnaires internationaux apparaît au CAEM dans la seconde moitié des années 1960, dont la carrière au Conseil s'allonge progressivement, qui en maîtrisent la langue, les codes et s'investissent de plus en plus dans l'animation de la coopération multilatérale à l'échelle du bloc. Ils ont en commun d'exercer leur activité à Moscou, au siège de l'organisation, ce qui, dans le cadre contraignant des mobilités internationales de l'Europe socialiste, souligne l'importance du CAEM comme lieu géographique original offrant un détachement territorial réel et des potentialités d'échange par-delà les frontières. S'il n'est pas possible de parler de modèle unique de carrière-CAEM, les individus de ce groupe accomplissent tous au moins un mandat complet de quatre ans à Moscou, et en général restent plus longtemps. Leurs séjours professionnels au Conseil peuvent être continus ou entrecoupés de retours plus ou moins longs en RDA. Leur façon d'être internationaliste met en avant l'articulation de pratiques transnationales et multilatérales, la culture du compromis[36] et la priorité donnée à une rationalité d'abord économique placée au service de l'intérêt commun de la communauté socialiste dont ils font l'expérience au quotidien. Cette logique ne prend pleinement sens que dans l'espace du CAEM.

36. Sur la culture du compromis et la socialisation particulière des fonctionnaires internationaux, voir dans le cas de la Commission européenne les contributions de Didier Georgakakis, « Comment les institutions (européennes) socialisent. Quelques hypothèses sur les fondements sociaux de la fabrique des euro-fonctionnaires » (p. 129-167) et de Chris Shore, « La socialisation de l'administration de l'Union européenne. Une approche anthropologique des phénomènes d'européanisation et de supranationalisme » (p. 169-196), dans Hélène Michel, Cécile Robert (dir.), *La fabrique des « Européens ». Processus de socialisation et construction* européenne, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2010.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Ecole Normale Supérieure - Paris - - 129.199.163.10 - 24/10/2016 15h54. © Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.)

Le profil type qui peut alors être dressé est celui de spécialistes partant d'une position professionnelle de second rang dans un secteur économique stratégique en RDA ou honorable dans un secteur marginal. Leurs chances de réaliser une carrière prestigieuse sont donc limitées avant leur passage par les institutions du Conseil. Le CAEM fait pour eux office de puissant distributeur de nouvelles ressources en capital technique (professionnel), relationnel et politique, qui renforcent leur position face à leurs autorités de tutelle en RDA. Dans l'internationalisme prôné avec ferveur par ces individus, il est alors souvent complexe de faire la part des choses entre calcul stratégique et recomposition identitaire véritable. Le statut de la fonction publique internationale du Conseil, la vie professionnelle et les sociabilités partagées à Moscou, ainsi que la conscience d'appartenir à une communauté transnationale unique sont cependant des éléments qui soudent le groupe par-delà les appartenances nationales. La vision du bloc de l'Est comme référentiel « réellement existant » non seulement professionnellement, mais aussi sur le plan de l'engagement humain, social et politique, est ainsi indéniablement partagée par ces experts.

Le parcours de Heinrich Slatosch constitue un modèle des carrières-CAEM d'agents faisant le choix volontaire de la mobilisation croisée dans la durée de ressources nationales et surtout internationales[37]. L'acculturation transnationale qu'il développe au service du Conseil s'accompagne chez lui d'un discours valorisant fortement l'internationalisme socialiste. Né en 1917, Heinrich Slatosch est prisonnier de guerre en URSS de 1945 à 1949 et n'entame sa carrière d'économiste qu'à 35 ans. En 1957, il prend la direction du secteur « commerce extérieur et relations économiques internationales » de la commission nationale au plan avant d'être délégué un an plus tard comme expert au secrétariat du CAEM. Il y rencontre le représentant permanent est-allemand Opitz qui lui propose dès 1959 de rentrer avec lui en RDA pour l'assister à la direction des relations économiques internationales de la commission au plan. Slatosch refuse : selon lui, il n'a pas encore acquis assez de cette expérience internationale que pourrait lui apporter le CAEM. Il quitte cependant le secrétariat du Conseil et devient jusqu'en 1964 conseiller économique du représentant permanent de la RDA, dont il assure même l'intérim à partir de 1963. N'ayant pas réussi à être titularisé à ce poste, il regagne Berlin avec la volonté de poursuivre sa carrière en relation avec le CAEM. Sur la première page de son *curriculum vitae*, à la rubrique « compétences spécifiques », Slatosch porte en 1965 la mention manuscrite « coopération économique internationale dans le cadre du CAEM ». Après trois ans passés au « groupe de travail CAEM », il retrouve en 1968 un poste de conseiller économique à la représentation permanente de la RDA au Conseil à Moscou, puis en prend enfin la direction en 1971 jusqu'à son décès en 1978.

37. Biographie élaborée à partir du dossier personnel de Slatosch aux Archives fédérales, BArch DC 20-8401 et d'un dossier de la Stasi, BStU-MfS AP 4288/75.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Ecole Normale Supérieure - Paris - - 129.199.163.10 - 24/10/2016 15h54. © Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.)

Dans les services centraux du CAEM ou dans les organes nationaux chargés de la coordination des relations avec l'organisation, à Moscou ou à Berlin, Slatosch construit, vingt ans durant, l'ensemble de sa carrière autour d'une compétence centrale : la connaissance des arcanes et des mécanismes de la coopération au CAEM. Bilingue (allemand/russe), il connaît en deux décennies une ascension professionnelle lente qui fait du simple expert technique de la commission nationale au plan un ambassadeur réputé et reconnu pour ses compétences et ses réseaux irremplaçables. À travers une chaîne de positions institutionnelles successives pourtant peu valorisées en RDA, il mène une carrière réussie de professionnel de « l'économie-monde socialiste », pleinement intégré dans une communauté transnationale qui lui fournit les ressources nécessaires à sa mobilité ascendante dans la sphère internationale socialiste.

Par le processus circulatoire des hommes et des idées qu'il institue, le CAEM est un laboratoire pour l'étude des phénomènes transnationaux dans le monde communiste. L'analyse des parcours d'experts est-allemands confrontés à des degrés divers à son action a permis de dégager une typologie des façons d'être internationaliste. Comme c'est le cas au tournant des années 1960 et 1970 en Europe occidentale autour de la Commission européenne, une reconfiguration des milieux diplomatiques se met en place dans l'Europe socialiste grâce au CAEM, qui permet d'interroger un « effet d'organisation » partagé par-delà le rideau de fer. Aux réseaux diplomatiques traditionnels s'associe un nouveau groupe composite de diplomates de l'économie. C'est de plus en plus sur la base de leurs ressources techniques que la RDA sélectionne les experts qu'elle insère dans l'espace des relations économiques internationales socialistes, où leur capital se modifie au contact du CAEM. Pour ce nouveau corps de diplomates hybrides, intégrés dans un milieu transnational d'experts, le bloc de l'Est devient, non plus un donné géopolitique de guerre froide imposé par l'URSS, mais un référentiel pertinent en lui-même et pour lui-même, dans lequel se construit, selon ses logiques propres, l'avenir de l'Europe communiste. ■

Simon Godard est docteur en histoire (Université de Genève/Paris 1) et assistant d'enseignement et de recherche à l'Université de Genève. Ses travaux portent sur l'histoire du socialisme, de la guerre froide et de l'Europe, ainsi que sur la sociologie et l'anthropologie des organisations internationales. Il a notamment publié « L'histoire de la RDA en Allemagne depuis 1990 », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande* (39 (1), janvier-mars 2007, p. 95-109) et « Construire le Bloc par l'économie ? La délicate émergence d'une solidarité internationale socialiste au sein du Conseil d'aide économique mutuelle », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* (109, 2011, p. 45-58).
Simon.Godard@unige.ch

Document téléchargé depuis www.cairn.info - Ecole Normale Supérieure - Paris - - 129.199.163.10 - 24/10/2016 15h54. © Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.)